

A11E8
E88
J48
1995/96
2
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

1995-1996

**PROGRAMME 02 -
SERVICE DE SOUTIEN AUPRÈS DU
PREMIER MINISTRE
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉLÉMENT 06 -
COORDINATION DES
PROGRAMMES JEUNESSE**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE :**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SECTION 1

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SECTION 2

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle
I N D E X**

QUESTIONS GÉNÉRALES

RÉPONSES

- | | |
|--|----------|
| 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire. | Annexe 1 |
| 2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) : <ul style="list-style-type: none">- tirage;- coût;- distribution;- imprimeur;- copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994. | Annexe 2 |
| 3- Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 1994 : <ul style="list-style-type: none">- endroit et dates du départ et du retour;- but du voyage;- personnes rencontrées;- coût;- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;- bilan et résultat des rencontres. | Annexe 3 |
| 4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;- la ventilation des dépenses par type de média;- les noms des fournisseurs;- le but visé par chaque dépenses. | Annexe 4 |
| 5- Liste des contrats de moins de 25 000,00 (incluant les sondages,
6- les études ainsi que les contrats des firmes de communications,
7- de recherches ou de relations publiques en indiquant :
15- <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel(le) ou de la firme;- l'objet;- le coût. | Annexe 5 |
| 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1 ^{er} avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. | Annexe 6 |

9- Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes :

Annexe 7

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

10- Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-1995 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

Annexe 8

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Annexe 9

12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme :

Annexe 10

- a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
- b) Nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- c) Nombre de jours de vacances total pris par le personnel.

- 13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 : Annexe 11
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi;
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.
- 14- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles : Annexe 12
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - la durée et la copie du bail.
- 16- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995 en indiquant : Annexe 13
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c) pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
- 17- a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu : Annexe 14
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu : Annexe 15
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.
- 19- Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget Annexe 16
 22- discrétionnaire du ministre et du ministère en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le coût.
- 20- Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1994-1995. Annexe 17
- 21- La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. Annexe 18
- 23- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction. Annexe 19
- 24- Liste des membre du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté : Annexe 20
- nature du travail;
 - mode de rémunération;
 - durée de l'assignation;
 - dépenses encourues et leur nature.
- 25- Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique : Annexe 21
- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jour par employé prévu.

26- La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : Annexe 22

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

27- La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : Annexe 23

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

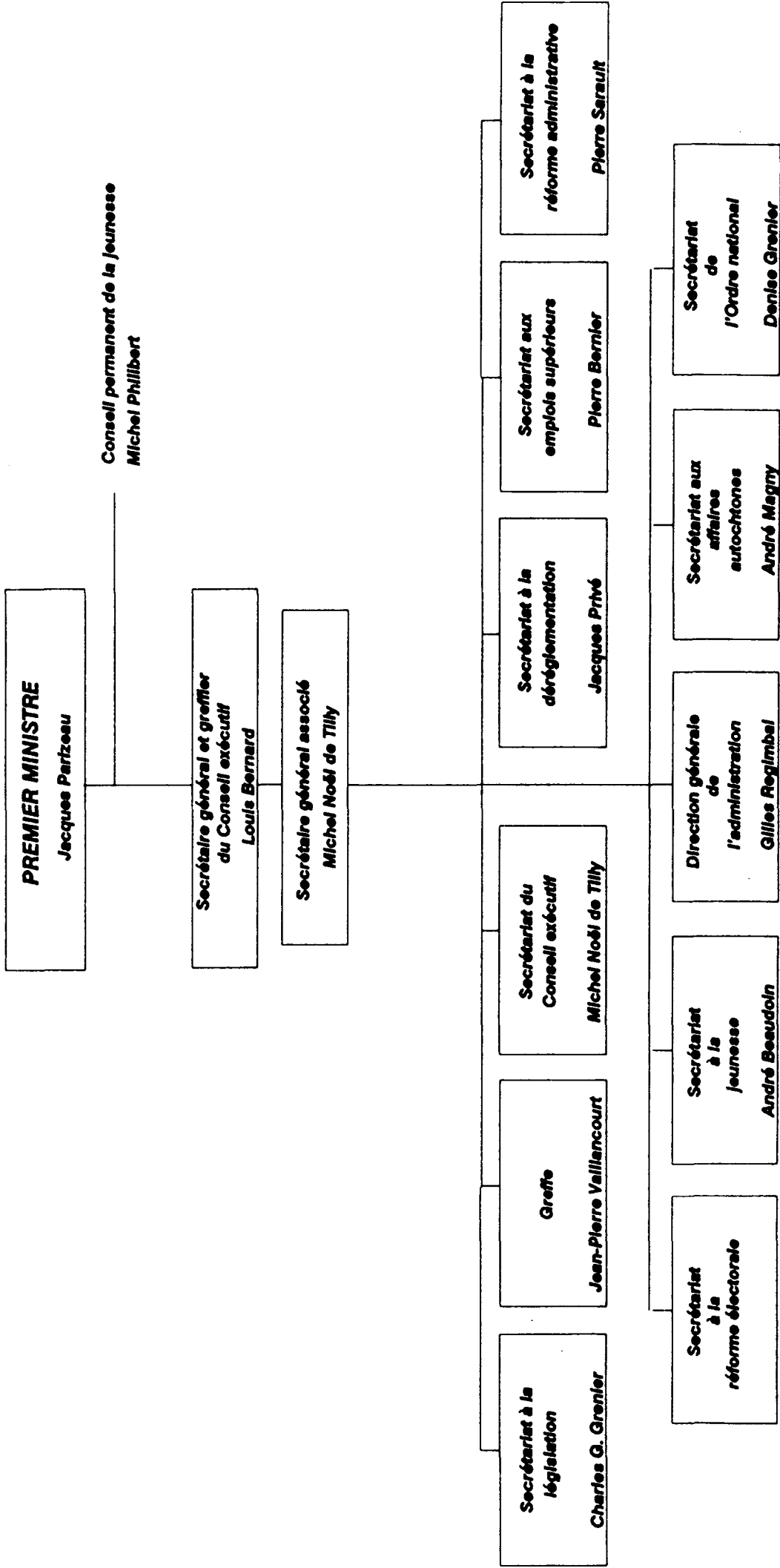
28- Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'État) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied : Annexe 24

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

RÉPONSE : Voir document joint.



**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994.

RÉPONSE : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: Service de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif, programme 02

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Secrétariat à la jeunesse, élément 06

TITRE	TIRAGE	COÛTS	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
«Jeunesse au programme», répertoire des programmes jeunesse du gouvernement du Québec	24 000 français 3 000 anglais	17 355,00	Le Renouveau	Envoi massif à tous les organismes jeunesse, les écoles secondaires, cégeps et universités, les municipalités et services de loisir, les CLSC et centres d'accueil, etc., de même que dans le réseau de Communication-Québec et des répondants jeunesse des ministères.
Bulletin Info-Jeunesse	3 000 4 fois l'an	820,00	Imprimerie Piché, Canada et Le Renouveau	Envois à l'intérieur du réseau gouvernemental, aux organismes jeunesse, aux établissements d'enseignement et à certains établissements de services sociaux.
Répertoire des organismes jeunesse	1 500	5 000,00	Le Renouveau (coûts partagés avec le Conseil permanent de la jeunesse)	Envois à l'intérieur du réseau gouvernemental, bureaux de Communication-Québec, dépositaires universels, directeurs de vie étudiante des cégeps et universités, CLSC et DSC.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: 02

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 06

TITRE	TIRAGE	COÛTS	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
Rapport annuel	350	1 377,75	Les publications du Québec	Les publications du Québec
Répertoire des organismes jeunesse	4 000	4 978	Imprimerie Le Renouveau Inc.	Conseil permanent de la jeunesse et Secrétariat à la jeunesse

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1994 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres.

RÉPONSE : Aucun.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
 - la ventilation des dépenses par type de média;
 - les noms des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépenses.

RÉPONSE : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME: Service de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif, programme 02
TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Secrétariat à la jeunesse, élément 06

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ PAR TYPE DE MÉDIA	SOMMES DÉPENSÉES 1994-1995	PRÉVISIONS POUR 1995-1996
<u>Média écrit</u> Publicité dans le programme officiel des Olympiades de la formation professionnelle Placement publicitaire en vue de souligner le 10 ^e anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse	450,00	20 000,00

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 5- Liste des contrats de moins de 25 000,00 (incluant les sondages, les
6- études ainsi que les contrats des firmes de communications, de
7- recherches ou de relations publiques en indiquant :
15-

- le nom du professionnel(le) ou de la firme;
- l'objet;
- le coût.

RÉPONSE : Voir documents joints.

**MINISTRE DU CONSEIL EXECUTIF
SECRETARIAT A LA JEUNESSE**
**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYES A DES FIRMES ET
A DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1ER AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995**

	NOMS	MANDAT	MONTANT
*	Ateliers TAQ Inc	Faire l'expédition d'environ 4 500 brochures "Jeunesse au programme" accompagnées du dépliant "Enfin.. mon entreprise" et d'une lettre.	372,00
	Boum communication graphique Inc	Conception et réalisation graphique d'un dépliant deux couleurs des illustrations. Le dépliant s'inscrit dans le style du dépliant "Un train de mesures" conçu pour le plan de relance et il porte sur les mesures destinées aux jeunes.	2 320,00
	Boum communication graphique Inc	Conception et réalisation graphique d'une affiche adaptée au stand du Secrétariat pour faire connaître les mesures du plan de relance destinées aux jeunes.	669,00
	Boum communication graphique Inc	Création graphique d'une signature sur la page couverture du "Bulletin Relais Jeunesse"	401,00
*	Cabinet de traduction Dialangue	Traduction en anglais et révision "Jeunesse au programme", édition 1994-95	1 670,00
*	Composition Orléans	Composition et montage de l'édition 1994-1995 du répertoire "Jeunesse au programme", versions anglaise et française.	3 415,00
	Creacom	Conception, réalisation et impression de 34 diapositives 35 mm pour faire connaître les mesures du plan de relance destinées aux jeunes.	2 739,00
*	Guay, Daniel	Production d'un guide qui explique la démarche suivie dans le cadre de l'organisation de l'Événement jeunesse du quartier Limoilou.	1 000,00
	Huppé, André	Réaliser tous les graphiques devant être intégrés aux portraits régionaux, à l'aide du logiciel Lotus.	250,00

CR 2030 Secrétariat à la jeunesse (suite)

	NOMS	MANDAT	MONTANT
	Institut national de recherche scientifique	Réaliser une revue de littérature sur les jeunes et les régions sous les angles suivants: les tendances lourdes en matière d'exode des jeunes des régions tant au Québec qu'ailleurs; les principaux facteurs expliquant l'exode des jeunes, leur rétention dans leur région d'origine ou l'attrait pour d'autres régions (ici ou ailleurs); l'existence de solidarités régionales (forme et nature)	10 000,00
*	Office de la protection du consommateur	Campagne d'information et d'éducation "Les jeunes et le crédit".	19 800,00
*	Point de trame	Faire photogravure et films finaux des pages couvertures du répertoire "Jeunesse au programme".	916,00
	Pro-Page communication graphique Inc	Planification, graphisme, composition et montage du bulletin Info-jeunesse, été	915,00
*	Pro-Page communication graphique Inc	Production du bulletin Info-jeunesse, automne	765,00
*	Pro-Page communication graphique Inc	Production du bulletin Info-jeunesse, hiver	580,00
	Vallières, Sylvain	Faire maquette de la page couverture du répertoire "Jeunesse au programme", 1994-95	725,00
	Vidéo Femmes	Effectuer la recherche préparatoire à la réalisation d'un vidéo "Ceux qui restent", portant sur les personnes touchées par le suicide d'un de leurs proches dans les communautés autochtones.	1 000,00

* Contrats octroyés après le 26 septembre 1994

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE**
**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{er} AVRIL 1994 AU 31 MARS 1995**

	NOMS	MANDAT	MONTANT
*	Boyer, Michel	Dans le cadre de la consultation des jeunes des régions sur l'exode rural, animer une table de consultation à l'Université du Québec à Montréal.	400,00 \$
*	Brousseau, Judes	Animer une table de consultation dans la municipalité de Forestville.	150,00 \$
*	Cabinet - conseil André Poirier Inc	Animer la rencontre spéciale des membres du Conseil, samedi le 17 décembre 1994.	950,00 \$
*	Chauveau, Joelle	Procéder à la révision linguistique et à l'uniformisation d'un document concernant un mémoire sur la perception des pensions alimentaires.	125,00 \$
*	Chauveau, Joelle	Procéder à la révision linguistique et à l'uniformisation d'un document concernant un mémoire sur la publication d'un état de situation sur les jeunes et la criminalité.	750,00 \$
	Couture Tremblay	Procéder à la conception et la réalisation graphique d'un imprimé portant sur les activités du Conseil.	2 900,00 \$
*	Couture Tremblay	Procéder à la conception et la réalisation graphique d'un imprimé portant sur l'emploi et les jeunes.	2 950,00 \$
*	Couture Tremblay	Procéder à la conception d'une nouvelle grille typographique, à la réalisation graphique, à la conception de tableaux, à l'illustration et à la production de films finaux de l'état de la situation sur: Les jeunes et la criminalité.	5 000,00 \$
*	Lepire Design	Procéder à la conception et la réalisation graphique des couverts du Répertoire des organismes jeunesse.	920,00 \$

CR 2075 Conseil permanent de la jeunesse (suite)

	NOMS	MANDAT	MONTANT
	Lepire Design Inc.	Procéder à la conception et la réalisation graphique d'un dépliant portant sur le Conseil permanent de la jeunesse.	1 200,00 \$
*	Martin Matte Enr	Procéder à la révision linguistique et à l'uniformisation d'un imprimé portant sur l'emploi et les jeunes.	150,00 \$
*	Martin Matte Enr	Procéder à la révision linguistique et à l'uniformisation de deux mémoires: L'aide financière aux étudiants et le mémoire présenté à la Commission des jeunes sur l'avenir du Québec.	250,00 \$
	Pelletier, Marika	Procéder à la révision linguistique et à l'uniformisation d'un imprimé portant sur les activités du Conseil.	150,00 \$
	Pitre, Daniel	Animer une table de consultation dans la municipalité d'Asbestos.	150,00 \$
*	Rouzier, Suzanne	Animer une table de consultation dans le cadre de la consultation des jeunes des régions sur l'exode rural.	150,00 \$
*	Roy, Pierre	Dans le cadre de la consultation des jeunes des régions sur l'exode rural, animer une table de consultation dans la municipalité de Tourville.	150,00 \$
*	Turgeon, Line	Dans le cadre de la consultation des jeunes des régions sur l'exode rural, animer une table de consultation à Saint-Alphonse-de-Rodriguez.	150,00 \$

* Contrats octroyés après le 26 septembre 1994

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

RÉPONSE : Aucun.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

9- Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE :

Photocopie	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif	240 000,00
Télécopie (Fax)	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif ainsi que le ministère dont les responsabilités sont exercées en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	90 000,00
Transport	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif ainsi que le ministère dont les responsabilités sont exercées en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	650 000,00
Frais d'hébergement et de subsistance	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif ainsi que le ministère dont les responsabilités sont exercées en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	745 000,00
Frais divers	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif ainsi que le ministère dont les responsabilités sont exercées en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	25 000,00
Congrès, colloques	Coût estimé pour le ministère du Conseil exécutif - Québec - à l'extérieur	26 165,00 6 835,00

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 10- Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-1995 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

RÉPONSE : Aucun.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE : Voir document joint.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme :
- a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances total pris par le personnel. :

RÉPONSE : Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL

ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	168.5	160	395	1 368	1 166.5	207.5	129	88.5	211.5	356	115	220.5	4 586	
Heures supplémentaires compensées	92:30	171:30	65:00	79:15	105:00	114:15	316:30	163:00	89:15	153:15	346:00	138:30	1 854:00	50 280.48
Heures supplémentaires payées	72:45	56:45	103:15	41:30	26:00	44:45	109:30	54:00	155:00	53:30	42:30	200:45	958:15	23 954.18
Maladies	132.5	140.5	166	67	102	157	154	135.5	84.5	151	115.5	39.5	1 445	

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 :
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi;
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

RÉPONSE : Voir document joint.

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96
 MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 140

QUESTION: 13

PROGRAMME 02

SERVICES DE SOUTIEN AUPRES DU PREMIER MINISTRE
 ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYES BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYES BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	28			26		
CADRES SUPÉRIEURS	34			39		
CADRES INTERMÉDIAIRES	4			4		
PROFESSIONNELS	81	20	5	79	5	10
TECHNICIENS	38		3	38	3	2
PERSONNEL DE BUREAU	99		11	96	32	10
OUVRIERS	3			3		
TOTAL	287	20	19	285	40	22*

* Les effectifs temporaires sont inclus dans le nombre de postes occupés (D)

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

14- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- la durée et la copie du bail.

RÉPONSE : Aucun contrat de location d'espace avec des firmes privées en 1994-1995.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 16- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995 en indiquant :
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c) pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 17- a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 19- Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget
22- discrétionnaire du ministre et du ministère en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le coût.

RÉPONSE :

Aucun

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 20- Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1994-1995.

RÉPONSE : Crédits périmés estimés au 95-03-31 :

PR.	ÉL.	En millier \$	
02 -	03	Coordination des programmes Jeunesse	50,0

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 21- La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 23- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

RÉPONSE : La réponse sera donnée par le ministre d'État au Développement des régions.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

- 24- Liste des membre du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté :
- nature du travail;
 - mode de rémunération;
 - durée de l'assignation;
 - dépenses encourues et leur nature.

RÉPONSE : Voir questions particulières du Secrétariat national des commissions sur l'avenir du Québec.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

25- Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique :

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jour par employé prévu.

RÉPONSE : Aucun.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

- 26- La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.

RÉPONSE : Aucun.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

27- La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

RÉPONSE : Aucun.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

28- Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'État) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

RÉPONSE : Aucun.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse
et Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1994-1995.
2. Ventilation détaillée des dépenses du Secrétariat à la jeunesse pour l'exercice financier 1994-1995.
3. Liste des demandes d'avis ou de collaboration des ministères et/ou organismes au Secrétariat à la jeunesse (SAJ) ou au Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), en 1994-1995.
4. Plans d'action du Secrétariat à la jeunesse et du Conseil permanent de la jeunesse, pour 1995-1996.
5. Tableaux de bord du Secrétariat à la jeunesse et du Conseil permanent de la jeunesse, pour 1994-1995.
6. Liste des programmes jeunesse mis en place par le gouvernement depuis 1990 et depuis le 26 septembre 1994.
7. Budget, dépenses et subventions attribués au dossier jeunesse par le ministère du Conseil exécutif, depuis 1985-1986.
8. Évolution des crédits alloués aux programmes jeunesse par les ministères et organismes, depuis 1986.
9. État de la situation des dossiers jeunesse, plus particulièrement dans les secteurs suivants:
 - a) éducation;
 - b) travail, employabilité et entrepreneurship;
 - c) développement régional;
 - d) santé et services sociaux.

10. Liste des engagements pris par le gouvernement concernant les dossiers jeunesse, depuis le 26 septembre 1994.
11. Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.
12. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1994-1995.

RÉPONSE:

Aucun.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

2. Ventilation détaillée des dépenses du Secrétariat à la jeunesse pour l'exercice financier 1994-1995.

RÉPONSE:

Voir document joint.

QUESTION 2

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES
DU SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE 1994-1995

<i>Cat.</i>	<i>Dépenses estimées 1994-1995</i>
Traitement	
01 Traitement régulier	584,0
02 Autres rémunérations	61,0
Total traitement	645,0
Fonctionnement	
03 Communications	72,0
04 Services	78,0
05 Entretien	4,0
06 Loyers	5,4
07 Fournitures	24,6
08 Équipements	1,0
Total fonctionnement	185,0
08 Équipements Capital	-----
Grand total	830,4

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

3. Liste des demandes d'avis ou de collaboration des ministères et/ou organismes au Secrétariat à la jeunesse (SAJ) ou au Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), en 1994-1995.

RÉPONSE:

Pour le Secrétariat à la jeunesse :

Voir document joint.

Pour le Conseil permanent de la jeunesse :

Mai 1994

Demande d'avis du Premier ministre, monsieur Daniel Johnson, sur l'exode rural des jeunes.

Novembre 1994

Invitation de la ministre de la Sécurité du revenu, madame Jeanne Blackburn, à participer au comité de travail sur les mesures d'employabilité et de développement de l'emploi.

Mars 1995

Invitation de la ministre de la Sécurité du revenu, madame Jeanne Blackburn, à participer à la Commission parlementaire des affaires sociales concernant le projet de loi 60 facilitant le paiement des pensions alimentaires.

Mars 1995

Invitation de la ministre de l'Emploi, madame Louise Harel, à participer à la Commission parlementaire des affaires sociales concernant la contribution financière des entreprises à la formation professionnelle.

Mars 1995

Invitation du groupe de travail du ministre de l'Éducation sur la formation professionnelle de présenter la position du Conseil sur la question.

Mars 1995

Invitation du ministre de l'Éducation, monsieur Jean Garon, aux États généraux de l'Éducation.

**LISTE DES DEMANDES D'AVIS OU DE COLLABORATION DE
LA PART DES DIFFÉRENTES MINISTÈRES ET ORGANISMES
AU SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE EN 1994-1995**

MINISTÈRES ET ORGANISMES

DEMANDES

Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	- Invitation à organiser une activité dans le cadre de la Semaine interculturelle nationale. *
Affaires municipales	- Envoi de la liste des organismes jeunesse pour la promotion du «Programme chantiers jeunesse».
Assemblée nationale	- Demande de statistiques diverses concernant les jeunes. *
Bureau de la statistique du Québec	- Demande de statistiques diverses sur le marché du travail.
Commission des normes du travail	- Envoi d'un encart spécial du Magazine jeunesse aux organismes jeunesse.
Compétence-Québec (MEQ)	- Demande de participation au Salon de la formation professionnelle et technique, Hull.
Conseil permanent de la jeunesse (CPJ)	- Demande de collaboration pour la production du «Répertoire des organismes jeunesse».
Culture et Communications	- Demande de collaboration au Salon Info-services de New-Richmond.
Éducation	- Demande de participation au Groupe de travail sur la violence à l'école.
Finances	- Demande de statistiques sur le marché du travail. *
Industrie, Commerce, Science et Technologie	- Article sur les SAJE (Services d'aide aux entrepreneurs) dans Info-Jeunesse.

MINISTÈRES ET ORGANISMES

DEMANDES

INRS-Culture et société

- Participation à un groupe de travail sur les migrations interrégionales. Préparation et interprétation des données statistiques sur les migrations des jeunes.

Placement étudiant du Québec

- Demande de collaboration pour la parution d'un article dans le nouveau bulletin de liaison «Étudiants au travail».

Place aux jeunes (MEQ)

- Statistiques régionales sur la situation des jeunes.

Secrétariat à la famille

- Demande de collaboration spéciale de la répondante pour les activités particulières entourant l'Année internationale de la famille.
- Demande de participation à une activité dans le cadre de la Semaine de la famille.

Secrétariat aux affaires inter-gouvernementales canadiennes (SAIC)

- Demande de participation au comité inter-ministériel sur le programme d'emploi d'été pour étudiants dans les municipalités du Québec et de l'Ontario.

Sécurité du revenu

- Demande de statistiques sur les effectifs scolaires. *

Secrétariat au développement des régions

- Avis sur le plan de développement stratégique de la région de la Côte-Nord.
- Avis sur l'avant-projet d'entente-cadre de développement de la région de la Montérégie.
- Avis sur le plan de développement stratégique de la région de la Mauricie/Bois-Francs. *
- Avis sur le plan de développement stratégique de la région de Montréal. *
- Avis sur le projet d'entente-cadre de la région de Québec.
- Statistiques régionales sur la situation des jeunes. *

MINISTÈRES ET ORGANISMES

DEMANDES

SEMO YMCA

- Demande d'informations sur le décro- *
chage, le placement des finissants et
les programmes d'employabilité.

**Société de l'assurance
automobile du Québec**

- Demande de listes d'organismes commu-
nautaires jeunesse.

Statistique Canada

- Demande de statistiques sur l'aide
sociale.

* Demandes d'avis ou de collaboration après le 26 septembre 1994.

Secrétariat à la jeunesse
Avril 1995

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

4. Plans d'action du Secrétariat à la jeunesse et du Conseil permanent de la jeunesse, pour 1995-1996.

RÉPONSE:

Pour le Secrétariat à la jeunesse :

Voir document joint.

Pour le Conseil permanent de la jeunesse :

Nouveaux dossiers à l'étude actuellement dont la sortie est prévue pour 1995-1996.

- ▶ La violence chez les jeunes.
- ▶ Les états généraux de l'éducation.
- ▶ La formation professionnelle au secondaire.
- ▶ Le projet de loi de la ministre Harel sur la participation de 1 % des entreprises à la formation professionnelle.
- ▶ L'exode rural des jeunes.
- ▶ Participation du Conseil à Action-Emploi-Jeunesse du Forum pour l'emploi.
- ▶ Publication des actes du colloque 1994 de l'ACFAS.
- ▶ Surreprésentation masculine et féminine sans les problématiques jeunesse.
- ▶ SIDA et MTS.
- ▶ Environnement.
- ▶ Les obstacles à l'insertion professionnelle.
- ▶ Coproduction, avec trois organismes, d'un guide sur les droits des jeunes.

SECRÉTARIAT A LA JEUNESSE

PLAN D'ACTIVITÉS 1995-1996

ACTIVITÉS COURANTES

Général

Avis et recommandations sur les divers programmes ou réformes s'adressant directement ou indirectement à la clientèle jeunesse.

Assurer le suivi et la mise à jour des informations sur les programmes gouvernementaux à l'intention des jeunes.

Participer à des comités ad hoc sur des dossiers jeunesse.

Assurer la coordination gouvernementale en matière jeunesse.

Préparer des dossiers thématiques sur diverses réalités des jeunes.

Renseignements et conseils relatifs aux démarches des jeunes ou/et intervenants concernant l'accès aux programmes et services gouvernementaux.

Statistiques

Mise à jour des données statistiques (informatisées) sur la situation des jeunes.

Communications

Produire le bulletin d'information «Info-Jeunesse» (4 numéros par année).

Participer à des salons spécialisés tels le Salon international de la Jeunesse, le Salon Info-services.

Participer à des événements spéciaux de promotion.

Éditer le répertoire général des programmes gouvernementaux destinés aux jeunes.

Produire et mettre à jour le répertoire des organismes jeunesse, en collaboration avec le Conseil permanent de la jeunesse.

Produire des indicateurs sur les jeunes.

ACTIVITÉS COURANTES (suite)

Communications (suite)

Connaissance de la clientèle :

Produire et diffuser de nouveaux outils d'information à l'intention des jeunes et des intervenants jeunesse sur une base nationale et régionale.

Apporter un support informationnel au projet d'émissions radiophoniques sur le réseau FM.

ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Jeunes et société

Former une équipe multidisciplinaire de recherche sur la question de l'équité et/ou la solidarité intergénérationnelle.

Jeunes et emploi

Produire un avis sur le projet de loi découlant du rapport du comité interministériel sur le travail des moins de 16 ans.

Participer à l'évaluation des résultats 1994-1995 et au lancement de la campagne 1995-1996 du programme d'échanges d'emplois d'été entre les municipalités du Québec et de l'Ontario.

Produire le feuillet statistique sur la situation des jeunes en emploi sur une base mensuelle et annuelle.

Analyser et suivre les orientations du ministère de la Sécurité du revenu en matière d'intégration en emploi.

Élaborer un programme gouvernemental de services communautaires dispensés par les jeunes.

Collaborer au projet de compagnonnage de la ville de Montréal.

Élaborer un cadre d'évaluation des projets-pilotes en matière de travail volontaire garanti.

Jeunes et régions

Diffuser les portraits régionaux selon un plan structuré.

S'assurer que la question des jeunes est prise en compte par les partenaires régionaux et que les organismes jeunesse sont mis à contribution dans les décisions touchant le développement régional dans le contexte de décentralisation.

ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (suite)

Jeunes et éducation

Participer aux États généraux en éducation et à ses phases préparatoires et analyser les éléments de contenu et formuler des recommandations auprès des instances concernées, particulièrement en ce qui concerne :

- . la persévérance aux études et la diplomation à chacun des ordres d'enseignement;
- . la revalorisation de la formation professionnelle et technique;
- . les besoins des étudiants du postsecondaire et l'endettement.

Apporter, le cas échéant, un soutien «de recherche» aux associations étudiantes et aux commissaires nommés.

Jeunes et pauvreté

Mettre en oeuvre un plan de lutte contre l'appauvrissement des jeunes.

Participer et s'assurer de l'évaluation de la campagne d'information sur l'utilisation de la carte de crédit par l'OPC.

Analyser la situation financière des jeunes parents de moins de 30 ans.

Réaliser une revue de littérature sur les diverses formules de «revenu garanti».

Jeunes et harmonie intercommunautaire

Bilan de réalisation du Plan d'action sur l'harmonie intercommunautaire.

Jeunes et santé

Suivre les travaux au regard du suicide, de l'itinérance, de la violence et du financement des organismes communautaires.

Jeunes issus du réseau des services sociaux : suivre les interventions auprès du ministère de la Sécurité du revenu et du ministère de la Santé et des Services sociaux pour identifier les mesures mises en place pour cette clientèle.

Jeunes et environnement

Suivre les retombées du Sommet de Rio.

Analyser les positions des jeunes sur la protection de l'environnement.

ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (suite)

**Jeunes et programmes
gouvernementaux**

Réviser et évaluer les programmes gouvernemen-
taux destinés aux jeunes ou leur profitant (édu-
cation, entrepreneuriat, employabilité, sociosas-
nitaire, etc.).

**Participer à des groupes
de travail**

Comité interministériel sur la violence à
l'école (dépôt du rapport et identification de
pistes de solutions).

Comité interministériel portant sur les Affaires
de l'ONU : Année des Nations unies pour la tolé-
rance : participation au comité; réalisation des
activités qui seront choisies par le comité.

Tables des répondantes et répondants famille,
condition féminine et communautés culturelles.

**Secrétariat à la jeunesse
Avril 1995**

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

5. Tableaux de bord du Secrétariat à la jeunesse et du Conseil permanent de la jeunesse, pour 1994-1995.

RÉPONSE:

Voir document joint.

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Page 1 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<p>L'intervention gouvernementale en matière jeunesse est de fournir aux jeunes de 15-29 ans un environnement socio-économique propice pour leur permettre une bonne intégration sociale et professionnelle.</p> <p><u>Jeunes et emploi</u></p> <p><u>Jeunes et régions</u></p>	<ul style="list-style-type: none">- Maintenir un portrait à jour de la situation de l'emploi des jeunes afin de soutenir et guider les ministères et organismes dans la préparation de programmes et d'activités destinés à l'insertion professionnelle des jeunes.- Mieux connaître les facteurs qui contribuent à la migration interrégionale des jeunes de 15-29 ans.

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Page 2 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<p><u>Jeunes et régions (suite)</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir aux régions un portrait statistique et qualitatif de leur jeunesse selon les variables suivantes : population, ethnie, éducation, emploi, entrepreneuriat jeunesse, disponibilités d'équipements collectifs, organismes non gouvernementaux, tables de concertation, présence et représentativité des jeunes dans les instances décisionnelles régionales. - Collaboration avec le Secrétariat aux affaires régionales dans l'élaboration et la mise en place de projets pour les jeunes. - Réflexion en vue d'identifier et de mettre en place des mécanismes de représentation et/ou de concertation en vue de favoriser une plus grande représentativité et solidarité des jeunes entre eux et avec les agents socio-économiques de leur milieu.

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Page 3 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<u>Jeunes et pauvreté</u>	<ul style="list-style-type: none"> - En collaboration avec les ministères concernés, identifier des pistes de solution pour enrayer le phénomène du rajeunissement de la pauvreté. La formation et l'organisation du travail dans un contexte de mondialisation des marchés ainsi que l'instauration de solidarités sont les axes qui seront privilégiés.
<u>Jeunes et équité</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Réflexion en vue de mieux équilibrer le partage des responsabilités entre les générations selon les principaux angles suivants : l'accès à l'emploi, le RRQ, l'endettement.
<u>Services communautaires jeunesse</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de cette formule comme moyen efficace et efficient d'impliquer, sur une base volontaire, les jeunes dans la dispensation de services communautaires, tant pour les jeunes en milieu scolaire que pour les jeunes en emploi ou en démarche d'intégration sociale et professionnelle.

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Page 4 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<u>Services communautaires jeunesse</u> (suite)	<ul style="list-style-type: none">- Élaboration d'un projet de programme volontaire de services communautaires jeunesse.
<u>Faits et chiffres (Indicateurs jeunesse)</u>	<ul style="list-style-type: none">- Mise à jour et bonification de l'évolution de la situation des jeunes à la lumière d'indicateurs significatifs - démographie, éducation, emploi, revenus, santé, consommation, culture, comportements et attitudes, etc.- Mise à jour et bonification du portrait prospectif des jeunes de l'an 2000.
<u>Jeunes et santé</u>	<ul style="list-style-type: none">- Participation au comité du ministère de la Santé et des services sociaux travaillant à la mise en place d'un plan provincial pour prévenir le suicide chez les jeunes.

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Page 5 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<u>Jeunes et santé (suite)</u>	<ul style="list-style-type: none">- Analyse de la question du tabagisme chez les jeunes;- Intégration sociale et professionnelle des jeunes à la sortie de centres d'accueil.
<u>Jeunes et consommation</u>	<ul style="list-style-type: none">- De concert avec l'OPC, campagne de sensibilisation sur l'accès au crédit et son impact sur l'endettement à moyen et long terme.
<u>Suivi de réformes, programmes et activités</u>	<ul style="list-style-type: none">- Mesures jeunesse du plan de relance rendu public en novembre 1993;

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<p><u>Suivi de réformes, programmes et activités (suite)</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation professionnelle, notamment au regard d'une meilleure adéquation avec le marché du travail - stages en milieu de travail, régime d'apprentissage, formule coopérative; - Réforme de l'enseignement primaire, secondaire et collégial - suivi selon les angles de l'accessibilité (frais de scolarité), de la qualité, de la diplomation et de l'information sur les besoins du marché du travail; - Coordination des travaux du comité interministériel sur la violence et les tensions intercommunautaires; - Participation au comité interministériel sur le travail des moins de 16 ans; - Accessibilité à l'éducation au regard du régime des prêts et bourses, etc.

TABEAU DE BORD DU GOUVERNEMENT

1994-1995

MINISTÈRE : Conseil exécutif (Secrétariat à la Jeunesse)

Page 7 de 7

ÉLÉMENT	OBJECTIF POURSUIVI
<u>Suivi de réformes, programmes et activités</u> (suite)	- Évaluation de l'impact du crédit impôt remboursable pour la formation (CIRF).
SAJ - Avril 1995	

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

6. Liste des programmes jeunesse mis en place par le gouvernement depuis 1990 et depuis le 26 septembre 1994.

RÉPONSE:

Voir document joint.

QUESTION 6

**LISTE DES PROGRAMMES MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT
DEPUIS 1994-1995**

LISTE DES PROGRAMMES MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT EN 1994-1995

Mesure d'investissement jeunesse pour la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

Créé en 1994, ce programme s'adresse spécifiquement aux jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans de la région de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine.

Ce programme vise à favoriser la rétention des jeunes dans cette région en bonifiant l'aide financière, par des primes à l'établissement, aux jeunes entrepreneurs qui se qualifient dans le cadre du volet jeunesse du programme FAE.

De plus, ce programme offre la possibilité de substituer une partie de la garantie de prêt du FAE en une forme de "prêt participatif" (ex.: Capital-actions).

Programme de démarrage d'entreprises au Québec

En vigueur depuis décembre 1994, ce programme offre des garanties de prêt pouvant atteindre 50 000 \$ aux entrepreneurs pour le démarrage d'une entreprise. Ce programme comporte un congé d'intérêts aux entrepreneurs pour la première année, à l'exception de ceux qui possèdent des entreprises du commerce de détail et de la restauration.

Ce programme offre une aide additionnelle aux étudiants entrepreneurs qui doivent rembourser une dette d'études. Celle-ci équivaut à 5 % de la masse salariale de leur entreprise et ce, pendant un maximum de trois ans.

Ce programme est décentralisé puisque les entrepreneurs négocient leur prêt directement avec les institutions financières participantes.

Création d'un volet administratif au programme étudiants-stagiaires en science et technologie

Ainsi, 500 000 \$ seront consacrés à ce nouveau volet administratif afin de permettre à des étudiants d'obtenir un emploi d'été dans le secteur privé qui soit pertinent à leur champ d'études.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

7. Budget, dépenses et subventions attribués au dossier jeunesse par le ministère du Conseil exécutif, depuis 1985-1986.

RÉPONSE:

Voir document joint.

QUESTION 7

**BUDGET ET DÉPENSES ATTRIBUÉS AU DOSSIER JEUNESSE
PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
EN 1994-1995**

ORGANISMES JEUNESSE	1994-1995		1995
	Budget	Dépenses	Budget
SAJ (1)	967,0	830,0	863,1
CPJ (1)	712,3	725,0	658,4
SIJ (2)	405,0	405,0	304,5
TOTAL	2 084,3	1 960,0	1 826,0

Références : Données transmises par la Direction générale de l'administration du Conseil exécutif.

- Note :
- (1) Le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) et le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) sont des organismes relevant du ministère du Conseil exécutif.
 - (2) La Société d'investissement jeunesse (SIJ) est un organisme subventionné par le ministère du Conseil exécutif.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

8. Évolution des crédits alloués aux programmes jeunesse par les ministères et organismes, depuis 1986.

RÉPONSE:

Voir document joint.

QUESTION 8

**SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE
(OCJ) EN 1994-1995**

**CRÉDITS ALLOUÉS AUX PROGRAMMES JEUNESSE
EN MILLIONS DE \$ PAR LES MINISTÈRES ET
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EN 1994-1995**

**Secrétariat à la jeunesse
Avril 1995**

**SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE
(OCJ) EN 1994-1995**

1.

QUESTION 8

Ministère/Programme	Secteur	Type d'organisme/Clientèle	SUBVENTIONS EN MILLIONS \$ / NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE
			1994-1995
Sécurité du revenu (MSR)	Travail	SEMO-Jeunesse	1 612
Volet jeunesse services externes de main-d'oeuvre (SEMO)		15 à 35 ans	8
SOUS-TOTAL			1 612 8
Industrie, Commer- ce, Science et Technologie (MICST)	Entrepre- neurial	SAJE	5 058
Volet «Services d'aide aux jeunes entrepreneurs» (SAJE) du Programme d'aide économique régional (PAER)		18 à 35 ans	95
SOUS-TOTAL			5 058 95
Santé et Services sociaux (MSSS)	Social	Maison de jeunes 12 à 17 ans	9 338 184
		Organismes orienteurs 12 à 17 ans	6 575 43
		Hébergement/dépannage tem- poraire 15 à 30 ans	6 394 34
		Autres ressources jeunesse	2 399 64
SOUS-TOTAL			24 646 325

**SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE
(OCJ) EN 1994-1995**

2.

Ministère/Programme	Secteur	Type d'organisme/Clientèle	SUBVENTIONS EN MILLIONS \$ / NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE
Affaires municipales (en 1993-94 sous la responsabilité du ministère Loisir, Chasse et Pêche) (Voir les listes annexées)	Reconnaissance et financement des organismes	Loisir socio-éducatif	0,4 13
		Loisir culturel	0,8 49
		Loisir scientifique	0,6 13
		Loisir touristique	0,1 1
		Loisir Plein air	0,3 4
	Aide financière aux Auberges de jeunesse	Loisir touristique	0,1 1
	Assistance financière aux Chantiers jeunesse	Jeunesse	0,7 1
	Soutien aux organismes nationaux uni-sports et multi-sports	Loisir sportif	6 396
		Fédérations sportives	67
SOUS-TOTAL			9 608 149

MUNICIPAL AFFAIRS (MUN)

LISTE DES ORGANISMES FINANCIÉS PAR CRÉDIT 1994-1995

Loisir socio-éducatif

- Association jeunesse rurale du Québec - 49 150 \$
- Fédération québécoise du scoutisme et du guidisme - 72 790 \$
- Jeunesse ouvrière chrétienne - 46 000 \$
- 10 organismes régionaux de loisir (Scouts et Guides) - 217 797 \$

Loisir culturel

- 9 organismes provinciaux loisir ayant entre 11 % et 98 % de jeunes comme membres ou participants - 293 460 \$
- 16 organismes subventionnés au volet régional "Jeune Balade Amateur" - 245 000 \$
- 18 organismes subventionnés au volet provincial "Jeune Balade Amateur" - 73 000 \$
- 3 organismes Jeunesse - 180 000 \$

Loisir scientifique

- Clubs 4 M - 45 070 \$
- Conseil de développement du loisir scientifique - 107 960 \$
- Enjeu et environnement jeunesse - 42 730 \$
- Cercles des jeunes naturalistes - 49 270 \$
- 9 Conseils régionaux de loisir scientifique - 338 899 \$

Loisir touristique

- Regroupement Tourisme jeunesse - 89 970 \$
- Soutien aux Auberges de jeunesse - 100 000 \$

Programme d'initiation sportive

- 22 organismes ont bénéficié d'un ou des chantiers - 695 600 \$

Loisir Main Air

- Fédération du Canot Camping - 66 580 \$
- Société de Spéléologie - 83 080 \$
- Vélo Québec - 71 620 \$
- Fédération de la Montagne - 56 915 \$

**CRÉDITS ALLOUÉS AUX PROGRAMMES JEUNESSE
EN MILLIONS DE \$ PAR LES MINISTÈRES ET
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EN 1994-1995**

3.

QUESTION 8

	1994-1995
Culture et communications (MCC)	
<u>Soutien à la relève</u> (comprenant les crédits à la CALQ ET LA SODEC)	4 337
Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)	
<u>Établissement en agriculture</u>	0,9
Société de financement agricole (SFA)	
<u>Aide à l'établissement de jeunes agriculteurs</u>	17 600
Éducation (MEQ)	
<u>Aide à la pension</u> ⁽¹⁾	1 713
<u>Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) bourses</u> ⁽²⁾	17 490
<u>FCAR - Établissement de nouveaux chercheurs</u> ⁽²⁾	4 481
<u>Prêt garanti pour l'achat de micro-ordinateur</u>	27 300
<u>Régime des prêts et bourses</u>	
Prêts	525 100
Bourses	275 800
Autres bourses	12 715
Industrie, Commerce, Science et Technologie	
<u>Jeunes promoteurs</u>	7 945
<u>Placement étudiant du Québec (PEQ)</u>	5 535
<u>Programme de soutien à l'emploi stratégique</u>	37 250
<u>Volet : Emploi scientifique et technique</u>	

**CRÉDITS ALLOUÉS AUX PROGRAMMES JEUNESSE
EN MILLIONS DE \$ PAR LES MINISTÈRES ET
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EN 1994-1995**

4.

	1994-1995
Affaires municipales (MAM)	
<u>Jeune relève culturelle amateur</u>	0,5
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM)	
<u>Jeunes volontaires</u>	2 596
Secrétariat au développement des régions (SDR)	
<u>Volet jeunesse du Fonds d'aide à l'entreprise (FAE)</u>	22 550
Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)	
<u>Stages en France</u>	1 000
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ)	
<u>Stages en Belgique</u>	0,4

(1) Le budget du programme d'aide à la pension est calculé sur la base de l'exercice financier des commissions scolaires, soit du 1^{er} juillet au 30 juin. En 1994-1995, cette mesure est remplacée par le Programme de Prêts et bourses.

(2) Ces données sont estimées sur la base de l'exercice financier du FCAR, soit du 1^{er} juin au 31 mai.

Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

9. État de la situation des dossiers jeunesse, plus particulièrement dans les secteurs suivants:
- a) éducation;
 - b) travail, employabilité et entrepreneurship;
 - c) développement régional;
 - d) santé et services sociaux.

RÉPONSE:

Voir document joint.

ÉDUCATION

PERSÉVÉRANCE AUX ÉTUDES:

À L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tant au «secteur des jeunes» qu'au «secteur des jeunes et adultes de moins de 20 ans», la probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire observé en 1991-1992 a diminué en 1992-1993. Au secteur des jeunes, la probabilité est passée de 66,8 % à 65,0 %. Elle est passée de 69,1 % à 67,1 % pour les «jeunes et les adultes de 15-19 ans».

Par ailleurs, vu sous l'angle de la diplomation par cohorte d'élèves, - l'établissement du taux de diplomation consiste à suivre une cohorte d'élèves depuis son entrée au secondaire pour une année donnée et à regarder, cinq ans, six ans ou sept ans plus tard - les données montrent une augmentation en 1992-1993. Il passe à 69,2 %, soit une augmentation de 1,7 % par rapport à la cohorte précédente

À L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

À l'enseignement collégial, les étudiants abandonnent en très grand nombre avant d'avoir obtenu leur diplôme : c'est le cas de plus de 30 % des inscrits à la formation générale et plus de 40 % des inscrits à la formation professionnelle. Une situation qui s'est légèrement améliorée au cours des dernières années, dans la mesure où les résultats portant sur les cohortes de 1987 à 1989 sont meilleurs que ceux relatifs à la cohorte de 1986. En effet, après 4 années d'observation, les taux d'obtention d'un diplôme sont respectivement de 64,9 % et 61,2 % à la formation générale et de 44,6 % et 40,7 % à la formation professionnelle pour les cohortes de 1987 et 1986. De plus, seulement 35,1 % des élèves inscrits à la formation générale obtiennent leur diplôme à l'intérieur de la durée prescrite de deux ans (cohorte de 1990). À la formation professionnelle, seulement 28,1 % des inscrits obtiennent leur diplôme à l'intérieur de la durée prescrite de trois années (cohorte de 1989).

À L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Une étude portant sur l'accès à l'université évalue à 39,4 % la probabilité qu'a une personne de s'inscrire à des études menant au baccalauréat au cours de sa vie. La probabilité d'accès à des études de maîtrise est de 8,3 % et, au sommet de la pyramide, les chances d'accéder à un programme de doctorat sont de 1,8 %.

Comme à l'enseignement secondaire et au collégial, les abandons à l'université demeurent trop élevés : environ 30 % des inscrits au baccalauréat, 35 % à la maîtrise et 50 % au doctorat abandonnent avant l'obtention de leur diplôme. Malgré ce niveau élevé d'abandons, l'écart avec l'Ontario quant au taux de diplomation s'atténue tant au baccalauréat qu'aux cycles supérieurs; ainsi, en regroupant la maîtrise et le doctorat, l'écart est faible puisque le taux de diplomation (25-29 ans) en 1988 est de 0,84 % au Québec et de 0,93 % en Ontario.

ÉVALUATION DES UNIVERSITÉS

La Commission de vérification de l'évaluation des programmes (CVEP) de la CREPUQ a publié, en janvier 1995, le bilan de la vérification de «L'évaluation périodique des unités d'enseignement et de recherche de l'Université Concordia». Ce rapport est le cinquième d'une série consacrée à l'examen des politiques et procédures d'évaluation périodique en vigueur dans les établissements universitaires du Québec¹.

¹Source : «CREPUQ en bref», mars 1995, Vol. 3, no. 2, p. 1-2.

ABOLITION DE LA «TAXE À L'ÉCHEC AU COLLÉGIAL»

En tout début du mandat et donnant suite à un engagement public, le nouveau gouvernement décidait d'abolir cette «taxe à l'échec au collégial».

De plus, un groupe de travail sur le régime d'aide financière aux étudiants a été créé en décembre 1994 (groupe MacDonald) avec, entre autres, pour mandat de «présenter des mesures qui favorisent la réussite et incitent les étudiants à poursuivre leurs études à temps plein et à obtenir leur diplôme dans un délai normal». Ces mesures doivent être discutées dans le cadre des États généraux de l'éducation.

LES DROITS DE SCOLARITÉ A L'UNIVERSITÉ

En vertu d'une décision du Conseil des ministres du 13 décembre 1989, les frais de scolarité sont indexés annuellement depuis 1992-1993, ce qui a représenté une hausse de 1,9 % pour 1994-1995. Les droits annuels moyens de scolarité des étudiants du premier cycle à temps complet étaient de 1 665 \$ en 1994-1995. Rappelons que le Conseil des ministres a décrété, en décembre 1994, un gel des droits de scolarité universitaires pour 1995-1996.

L'ÉVOLUTION DES INSCRIPTIONS À L'UNIVERSITÉ

En 1994-1995, pour la première fois depuis bien longtemps, les universités ont connu une baisse importante de leurs effectifs au premier cycle (-3,7 %), tant pour le temps complet (-2,0 %) que pour le temps partiel (-5,8 %). Aux cycles supérieurs, par contre, les effectifs globaux ont crû légèrement de 0,8 %.

LES PRÊTS AU COLLÉGIAL ET À L'UNIVERSITÉ/L'ENDETTEMENT DES ÉTUDIANTS

En 1994-1995, le nombre de bénéficiaires de prêts s'est élevé à 152 418, une diminution de 692 par rapport à l'année précédente. Le prêt moyen pour sa part augmentait de 308 \$ pour s'établir à 3 306 \$. Par ailleurs, le nombre d'emprunteurs qui devaient prendre en charge leur prêt en 1993-1994 était de 44 775 et le montant moyen à rembourser se chiffrait à 7 905 \$, une hausse de 42,2 % par rapport au montant de 1989-1990.

LES PRÊTS ET BOURSES À LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU SECONDAIRE

Les statistiques pour la première année d'implantation, soit 1994-1995, sont les suivantes :

Réseau	BÉNÉFICIAIRES D'UN PRÊT			BOURSIERS			
	Nombre	Montant (M\$)	Prêt moyen (\$)	Nombre	Montant (\$)	Bourse moyenne (\$)	Aide moyenne d'un boursier (\$)
Secondaire professionnel ¹	8 408	21, 2	2 527	3 341	9,0	2 683	5 411

¹ Résultats au 27 mars 1995.

TRAVAIL, EMPLOYABILITÉ ET ENTREPRENEURSHIP

La reprise économique observée en 1994 a davantage profité aux jeunes. En effet, l'emploi croissait davantage chez les plus jeunes que chez les plus vieux - +3,3 % (14 000 postes) chez les 15-24 ans par rapport à +2,4 % (70 000 postes) pour l'ensemble du Québec. Plus encore, la croissance de l'emploi à plein temps était également plus élevée chez les jeunes. Finalement, alors que l'emploi à temps partiel était en baisse pour les 15 ans et plus, il était en hausse chez les 15-24 ans.

EMPLOI (EN MILLIERS)												
	1993			1994			Variations					
	plein temps	temps partiel	total	plein temps	temps partiel	total	plein temps		temps partiel		total	
							N	X	N	X	N	X
15-24 ans	244	182	427	254	187	441	10	4,1	5	2,7	14	3,3
15 ans et plus	2 495	465	2 960	2 573	457	3 030	78	3,1	- 8	-1,7	70	2,4

PLAN DE RELANCE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : MESURES DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE ET À L'EMPLOI

La mesure «Investissement jeunesse Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine» a été implantée le 20 avril 1994 afin de favoriser la rétention des jeunes entrepreneurs dans cette région.

Production et distribution par le SAJ d'un dépliant «Un train de mesures» sur les mesures du Plan de relance qui s'adressent aux jeunes ou qui peuvent les intéresser de façon particulière.

Production d'un guide, à l'intention des intervenants jeunesse, sur les mesures et les ressources chargées d'appliquer ces mesures.

Tournée du Secrétariat à la jeunesse afin de faire connaître et d'inciter les jeunes à profiter aussi des mesures du Plan de relance. Des rencontres ont eu lieu dans les régions administratives du Québec du 27 avril au 17 juin 1994. Ces 34 rencontres tenues dans 33 villes ont permis de rencontrer 511 intervenants jeunesse.

Production d'un rapport de la tournée et compilation de l'évaluation des rencontres par les participants.

ÉNONCÉ DE POLITIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE

Le régime d'apprentissage pour le métier de cuisinier d'établissement est actuellement offert par la SQDM. Ce projet constitue le prototype servant de base à toutes les démarches de collaboration, de concertation et d'outillage pour tous les autres apprentissages que la SQDM souhaite implanter.

Actuellement, seul le métier de cuisinier en établissement est offert en apprentissage. Le carnet d'apprentissage constitue le prototype de toutes les démarches de collaboration que la SQDM souhaite implanter. Plus de 200 (234) apprentis participent au régime pour l'ensemble de la province et leur moyenne d'âge est de 29 ans 8 mois.

JEUNES ET RÉGIONS

Le maintien des jeunes en région et leur participation au développement régional constitue une priorité pour le gouvernement et pour les instances régionales. Les jeunes sont la première richesse d'une région puisqu'en plus de contribuer au dynamisme de la vie économique et sociale, ils assurent la reproduction naturelle de la population régionale. Fait inquiétant toutefois : la diminution constante du poids des jeunes dans l'ensemble du Québec, mais plus particulièrement dans les régions à l'est de Montréal.

Les différentes interventions destinées à associer les jeunes au développement régional se sont jusqu'ici traduites par des programmes et politiques visant la création d'emplois. Or, il semble que l'emploi, quoiqu'important, n'est pas le seul facteur qui assure le maintien des jeunes dans les régions. Une meilleure connaissance des attentes et des besoins de jeunes constitue une assise essentielle à l'élaboration d'un plan directeur de développement.

Les projets réalisés en 1994-1995 sont :

- Réalisation d'une revue de littérature sur les facteurs d'exode, de rétention et d'attrait pour les jeunes. La version finale de la revue a été déposée en mars 1995.
- Rapport sur la situation des jeunes dans chacune des régions administratives réalisé par des étudiantes et étudiants.
- Participation à un groupe de recherche multidisciplinaire sur les migrations interrégionales. Les travaux de ce groupe de recherche permettront d'avoir une meilleure connaissance de la problématique de l'exode des jeunes.
- Préparation de fiches synthèses sur la situation des jeunes dans chacune des régions pour la Commission des jeunes sur l'avenir du Québec.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

MAINTENANT ET POUR L'AVENIR LA JEUNESSE GUIDE D'ACTUALISATION DU PLAN D'ACTION JEUNESSE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

La démarche d'implantation du Plan d'action jeunesse s'est poursuivie en 1994-95.

Le comité stratégique s'est réuni et le comité opérationnel est devenu le Comité aviseur.

Le comité «prévention» et le comité «protection-réadaptation» ont soumis, le 1^{er} mai 1994, leur rapport au comité aviseur, ce qui a donné lieu à l'élaboration du « Guide d'actualisation du plan jeunesse ». Ce guide a été soumis pour consultation aux Régions régionales de la santé et des services sociaux. La période de consultation tire à sa fin et, conséquemment, le Guide de soutien à l'implantation du Plan d'action jeunesse devrait paraître au début de mai 1995. Sa diffusion est donc imminente.

PHÉNOMÈNE DE L'ITINÉRANCE CHEZ LES JEUNES

- Depuis la publication et la diffusion en 1993 par le MSSS du protocole interministériel intitulé «Le phénomène de l'itinérance au Québec», aucun événement significatif ne s'est produit dans ce dossier.
- Compte tenu de la décentralisation vers les Régions régionales de la santé et des services sociaux de responsabilités qu'assumait jusqu'à maintenant le MSSS, on peut se demander si le ministère continuera d'intervenir dans ce dossier.
- En fonction du processus de décentralisation, le suivi des mesures initiées à la suite de la publication du protocole sera vraisemblablement assuré par chacune des Régions.
- Le MSSS nous informe de l'existence d'une table de concertation très active dans la région de Montréal où se trouve, on le sait, la majeure partie de la clientèle itinérante du Québec.

COMITÉS DE TRAVAIL SUR LE SUICIDE

La Politique de la santé et du bien-être a identifié au niveau de l'objectif 17 que, d'ici l'an 2002, il faudra au Québec réduire de 15 % le nombre de suicides et de tentatives de suicide. Selon les données du ministère de la Santé et des Services sociaux, le suicide est la troisième cause de décès prématurés au Québec. On évalue, selon des estimations très conservatrices, que pour chaque suicide complété, il y aurait au moins cinquante tentatives de suicide. Chez les jeunes de 24 ans et moins, ce rapport serait de un à cent. Les études récentes démontrent que c'est chez les 15 à 24 ans que l'on relèverait la plus forte prévalence de tentatives de suicide et d'idéations suicidaires.

A l'heure actuelle, le Secrétariat à la jeunesse participe à deux comités de travail sur le suicide. Le premier est un comité chapeauté conjointement par la Direction de la santé publique et la santé mentale, du ministère de la Santé et des services sociaux. Les partenaires devant siéger sur le comité n'ont pas encore été réunis. Une première rencontre devait normalement avoir lieu en septembre 94. Celle-ci devrait être reportée et avoir lieu au printemps 1995. Le comité devra entre autres se pencher sur les documents de travail et de consultation rédigés par la Direction de la santé publique et portant sur la santé mentale et sur la prévention des traumatismes intentionnels.

Le second comité a été mis sur pied par l'Association des centres jeunesse du Québec. L'Association regroupe tous les établissements publics qui ont pour mission de fournir des services psychosociaux ou de réadaptation aux jeunes, aux mères en difficulté et à leur famille. Font partie de l'Association plus de 64 établissements dont les Centres de réadaptation du Québec et les Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse. Le mandat du comité consiste à élaborer une politique cadre de prévention du suicide pour l'ensemble des établissements regroupés au sein de l'Association. Jusqu'à maintenant, le comité a tenu sept rencontres de travail.

PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION DES JEUNES CONTRE L'USAGE DU TABAC

Suite aux mesures adoptées pour enrayer le commerce illégal du tabac au Québec, le gouvernement a, entre autres, retenu une orientation qui vise à lutter plus intensivement contre le tabagisme. Pour l'essentiel, l'intensification de la lutte contre le tabagisme se fera sur trois fronts, soit : la prévention de l'usage du tabac surtout chez les jeunes, l'aide à la cessation de fumer et la protection de la population non-fumeuse.

Chez les jeunes, il a été constaté que la disponibilité des produits du tabac favorise la consommation. Au près de cette population, une stratégie de base en prévention du tabagisme consiste à réduire l'accessibilité du tabac. C'est pourquoi les modifications législatives déposées prévoient l'instauration et le suivi d'une législation interdisant la vente des produits du tabac aux jeunes de moins de 18 ans.

Bref, le projet de loi déposé entend protéger les personnes mineures en limitant leur accès au tabac. Le projet de loi réglemente aussi la présence de distributrices automatiques de paquets de cigarettes dans les lieux où les jeunes ont accès et la vente de paquets de moins de vingt cigarettes. Le projet de loi prévoit aussi obliger les commerçants à afficher l'interdiction de vente du tabac à des mineurs.

**RÉSULTATS DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC D'AIDE À L'EMPLOI,
D'ENTREPRENEURIAT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1994-1995**

MINISTÈRE	PROGRAMME	DESCRIPTION	DÉPENSES EN M\$	EMPLOIS/ PARTICI- PANTS
			1994- 1995	1994- 1995
MICST	Placement étu- diant (PEQ)	<p>Le programme Placement étu- diant du Québec comporte 5 volets, soit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le placement gouverne- mental; 2. le placement dans l'en- treprise privée; 3. le programme d'échange interprovincial d'em- plois d'été pour étu- diants de niveau univer- sitaire; 4. le programme d'échanges d'emplois d'été dans les municipalités Québec- Ontario; 5. le programme pour étu- diants-stagiaires en sciences et technologie dans les petites et moyennes industries manufacturières (PMI) (Voir le volet 2 du PSES) 	5 535	11 660 emplois
MICST	Programme de sou- tien à l'emploi stratégique (PSES)	Volet 1 : <u>Emploi scienti- fique et techni- que</u> : Programme destiné aux PME afin d'engager des diplômés dans des domai- nes scientifique et technique.	37 250	1 444 emplois
		Volet 2 : <u>Étudiants sta- giaires en scie- nces et en tech- nologie</u> : Pro- gramme destiné aux PME afin de favoriser l'ac- quisition d'ex- périence de tra- vail à des étu- diants oeuvrant dans certains domaines scien- tifiques et techniques	1 008	719 emplois

**RÉSULTATS DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC D'AIDE À L'EMPLOI,
D'ENTREPRENEURIAT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ 1994-1995**

MINISTÈRE	PROGRAMME	DESCRIPTION	DÉPENSES EN M\$	EMPLOIS/ PARTICI- PANTS
			1994- 1995	1994- 1995
MICST	Jeunes promo- teurs	Le programme accorde à un jeune promoteur de 18-35 ans de l'aide technique et financière pour la création d'une entreprise dans les domaines commercial, manufacturier et celui des services. Le programme doit générer une activité économique qui aura un impact significatif.	7 431	2 621 emplois
SQDM	Jeunes volontai- res	Les participants doivent identifier un type de projet qu'ils aimeraient réaliser, compte tenu de leurs intérêts et des besoins du milieu (exemple : théâtre, journal, bottin, récupération, garde-rie, sondage). Ce projet doit contribuer à améliorer leur employabilité.	2 447	1 773 parti- cipants (au 28/02/95)
MSR	Expérience de travail (EXTRA)	Permettre aux participants de maintenir ou de développer leur employabilité afin d'accéder au marché du travail et à s'y maintenir.	47 772	10 943 parti- cipants
	Stages en milieu de travail (PSMT)	Permettre aux participants d'acquérir des connaissances, des habilités et de l'expérience afin de faciliter leur insertion dans des emplois qualifiés ou semi-qualifiés.	5 126	3 273 parti- cipants

**RÉSULTATS DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC D'AIDE À L'EMPLOI,
D'ENTREPRENEURIAT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1994-1995**

MINISTÈRE	PROGRAMME	DESCRIPTION	DÉPENSES EN M\$	EMPLOIS/ PARTICI- PANTS
			1994- 1995	1994-1995
MSR	Rattrapage scolaire	Offrir une formation personnalisée et accélérée pouvant atteindre le diplôme d'études secondaires (formation générale).	N/D	17 037 participants
	Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité (RADE)	Favoriser l'accès le plus large possible de participants à des mesures de développement de l'employabilité par la reconnaissance de certaines mesures offertes par des organismes externes au MMSRFP.	N/D	7 500 participants
	Programme d'aide à l'intégration à l'emploi (PAIE)	Faciliter l'accès au marché du travail aux prestataires de la sécurité du revenu qui éprouvent des difficultés particulières à intégrer le marché du travail.	86 824	12 432 participants
	SEMO-JEUNESSE	Les Services externes de main-d'oeuvre jeunesse (SEMO-JEUNESSE) offrent divers services visant à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.	1 612	1 308 participants

**RÉSULTATS DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC D'AIDE À L'EMPLOI,
D'ENTREPRENEURIAT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1994-1995**

MINISTÈRE	PROGRAMME	DESCRIPTION	DÉPENSES EN M\$	EMPLOIS/ PARTICI- PANTS
			1994- 1995	1994- 1995
Société de finan- cement agricole (SFA)	Aide à l'éta- blissement de jeunes agri- culteurs	Mesure inscrite dans la Loi sur le financement agricole qui consiste à apporter une aide financière à l'établis- sement des jeunes agriculteurs de 18 à 40 ans, soit par une subvention de capital ou par le paiement d'une partie des intérêts de leur prêt agrico- le.	19 700 - (2)	N/D
Secréta- riat au dévlop- ement des régions (SDR)	FAE - Volet jeunesse	FAE (Fonds d'aide aux entre- prises) remplace le Précep et vise à favoriser la création d'emplois permanents au niveau régional en accordant des ga- ranties de prêts aux entrepri- ses en démarrage ou à celles qui sont en opération depuis moins de 3 ans. Le Volet jeu- nesse du FAE offre des condi- tions plus avantageuses aux entrepreneurs de 18-35 ans par rapport à ceux de 35 ans et plus.	7 813	942 emplois
SOCIÉTÉ D'INVES- TISSEMENT JEUNESSE (SIJ)	Programme de garanties de prêts	La SIJ est un organisme sans but lucratif créé en 1986 par une loi du Québec. Sa mission consiste à soutenir les jeunes entrepreneurs de 18 à 35 ans en leur consentant des garan- ties de prêts lors du démar- rage d'une entreprise.	1 040 (3)	214 emplois

NOTES

- ¹ Puisque les programmes ont été largement modifiés lors de la réforme de la Sécurité du revenu, il n'est pas possible d'avoir des données comparatives avec 1988-1989.
- ² L'écart s'explique par l'ajout de crédits additionnels en 1992-1993 afin de respecter des engagements antérieurs à cette année financière.
- ³ Valeur des garanties de prêts.

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTION:

10. Liste des engagements pris par le gouvernement concernant les dossiers jeunesse, depuis le 26 septembre 1994.

RÉPONSE:

Voir document joint.

LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994	
<u>ÉDUCATION</u> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement officiel, le 9 avril, des États généraux de l'éducation • Gel des frais de scolarité universitaires • Abolition de la taxe à l'échec de 50 \$ au niveau collégial • Réouverture des écoles de quartier de Batiscan et de Saint-Jean-Eudes de Jonquière et ouverture de l'école communautaire de Lefebvre • Maintien de l'éducation populaire sous la responsabilité du ministère de l'Éducation ■ Politique de financement des organismes d'éducation populaire et augmentation de 8,6 à 14 M\$ à l'aide accordée. • Création d'un groupe de travail sur le Régime d'aide financière aux étudiants (Comité MacDonald) • Formation d'un groupe de travail sur la relance de la formation professionnelle des jeunes au secondaire et sur la formation technique ■ Annonce, le 6 avril, d'un programme de relance de la formation professionnelle 	<p>Ce lancement donne suite au mandat signifié par le premier ministre lors du discours inaugural et à un engagement électoral.</p> <p>Ces mesures témoignent de la volonté gouvernementale de maintenir les jeunes de niveau primaire dans des écoles de leur milieu.</p> <p>Mandat : améliorer à court terme le fonctionnement du <u>Régime d'aide financière aux étudiants</u> en particulier le service à la clientèle et l'administration générale du Régime. Le rapport servira de document de discussion lors des États généraux de l'éducation.</p>

**LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT
CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE
OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX
DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994**

ÉDUCATION (suite)

- Révision de certaines orientations du régime pédagogique au collégial et adoption d'un nouveau calendrier qui permettra une application plus graduelle de la réforme
- Évolution des travaux du Comité sur la violence à l'école

Cette mesure aura pour effet d'augmenter le nombre d'heures de cours de philosophie et d'éducation physique.

Le mandat du comité : dresser un état de la question de la violence à l'école; effectuer le bilan des interventions en la matière; proposer des pistes afin de prévenir et de contrer ce phénomène. À ce jour, un rapport d'étape a été déposé sur les deux premières tâches de ce comité.

FORMATION PROFESSIONNELLE

- Annonce de la mise en place à court terme d'un effort général en faveur de la formation professionnelle

Ce plan vise à inciter les entreprises à affecter progressivement, selon leur taille et leur activité, l'équivalent de 1 % de leur masse salariale à la formation, soit directement pour leur propre main-d'oeuvre, soit au bénéfice de tous les Québécois en contribuant à un fonds national de la formation professionnelle. La fiscalité des entreprises sera revue pour tenir compte de cet effort.

EMPLOI

- Création de 20 000 emplois et de 3 600 entreprises attribuables au «Programme de démarrage d'entreprises au Québec»

Créé en novembre 1994, ce programme relève du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MICST).

**LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT
CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE
OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX
DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994**

EMPLOI (suite)

- Ce programme comporte un volet «étudiant-entrepreneur» qui prévoit un crédit spécial destiné au remboursement de la dette que l'étudiant a contractée en vertu du Régime de prêts et bourses. Cette remise de dette équivaut à 5 % de la masse salariale de la nouvelle entreprise pendant un maximum de trois ans.

- Adoption de la loi 46 favorisant les négociations dans l'industrie de la construction

- Augmentation de l'aide à la formation de coordonnateurs de «Place aux jeunes»

- Support de la SQDM de 25 000 \$ par région au projet «Action Emploi Jeunesse»

Cette loi rétablit certains droits des travailleurs et travailleuses, en facilitant l'accès des jeunes et des femmes à l'industrie de la construction et en luttant contre le travail au noir.

La Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM) apporte une aide de 50 000 \$ sur deux ans afin de permettre la formation des 33 coordonnateurs du programme.

Place aux jeunes est un programme du ministère de l'Éducation (MEQ) qui vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en région et ce, afin qu'il soit des acteurs du développement régional. Ce programme leur offre, pendant trois fins de semaine, une formation sur les caractéristiques socio-économiques de leur région d'appartenance.

Action Emploi Jeunesse est une initiative de concertation réalisée conjointement par les partenaires nationaux et régionaux du Forum de l'emploi et le Secrétariat à la concertation.

Son objectif consiste à consolider, susciter et développer des initiatives concrètes visant l'insertion professionnelle des jeunes.

LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994	
<u>EMPLOI (suite)</u> <ul style="list-style-type: none"> Sauvetage de l'organisme communautaire jeunesse de Gatineau, «Carrefour Jeunesse-Emploi» et ce, à la suite du retrait du gouvernement fédéral 	Créé en 1984, le <u>Carrefour Jeunesse-Emploi</u> de Gatineau constitue un modèle unique en son genre au Québec. Il regroupe huit services en un lieu commun qui visent l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans. En dix ans, le Carrefour a dispensé une aide à plus de 15 000 jeunes dont plus 75 % avaient des difficultés particulières à intégrer le marché du travail.
<u>EMPLOI D'ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS</u> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 500 000 \$ des crédits pour l'emploi d'été pour étudiants dans le secteur privé 	Ces crédits sont accordés au nouveau volet <u>administratif</u> du <u>Programme Étudiants-stagiaires en Sciences et Technologie</u> et ils permettront de hausser le nombre d'emplois du secteur privé à l'intention des étudiants en techniques ou sciences administratives.
<u>SÉCURITÉ DU REVENU</u> <ul style="list-style-type: none"> Reprise du dialogue avec les organismes représentant les prestataires de la sécurité du revenu et création de la Conférence permanente sur la sécurité du revenu Début des travaux d'un groupe de travail interministériel sur la pauvreté chez les jeunes 	Sous la direction du Secrétariat à la jeunesse (SAJ) avec la participation des ministères concernés par la question, le mandat de ce groupe de travail consiste à identifier les mesures existantes et à proposer de nouvelles mesures visant à infléchir la pauvreté chez les jeunes.

**LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT
CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE
OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX
DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994**

ENTREPRENEURIAT

- Création en novembre 1994 du Nouveau Programme de démarrage d'entreprises au Québec (pour plus de détails, voir le premier point du chapitre de l'emploi)

Ce programme du MICST comporte un crédit spécial pour les diplômés qui doivent rembourser une dette d'études.

En avril 1995, il avait permis la création de 3 600 entreprises pour 140 M\$ de garanties de prêt, générant 335 M\$ d'investissements.

- Création d'une troisième société Innovatech pour le Sud du Québec et élargissement des sociétés Innovatech du Grand-Montréal et de Québec-Chaudière/Appaïaches.

Cette mesure permettra l'intégration de jeunes diplômés et ce, dans un secteur stratégique pour le développement de l'économie du Québec dans un contexte de mondialisation des marchés.

RELÈVE AGRICOLE

- Annonce de la bonification du programme d'aide à la relève en agriculture
- Relance du programme d'aide à la relève agricole (fin au gel du programme d'aide à l'établissement et engagement de 12 M\$ pour répondre à de nouvelles demandes.

FAMILLE

- Engagements jeunesse du Forum sur la famille de février 1995

Sous la responsabilité du Secrétariat à la jeunesse (SAJ):

1. Élaboration d'un programme gouvernemental de services communautaires jeunesse dispensés par les jeunes.
2. Réalisation d'un portrait de la situation financière des jeunes parents (15-30 ans), examen des mesures actuelles et recommandations.

**LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT
CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE
OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX
DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994**

FAMILLE (suite)

- Octroi de 16,5 M\$ à l'Office des services de garde pour maintenir et augmenter le salaire du personnel des garderies
- Dépôt d'un projet de loi pour établir un régime universel de perception automatique des pensions alimentaires

COMMUNAUTÉS CULTURELLES

- En 1995, parution et diffusion du rapport, «Sur la route de l'harmonie»
- En 1995, mise en oeuvre du plan d'action sur l'harmonie intercommunautaire

Le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) présidait le Comité de travail qui a produit ce rapport qui traite de la problématique de la violence et des tensions intercommunautaires dans la population des adolescents et des jeunes adultes.

Donnant suite au précédent rapport, le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) et ses partenaires ont élaboré un plan d'action qui présente les engagements des ministères et organismes au regard de la problématique de la violence et des tensions intercommunautaires.

SANTÉ

- Actualisation du plan d'action destiné à lutter contre le tabagisme

Des crédits de 3 M\$ pour 1994-1995 et de 5 M\$ pour 1995-1996 sont consentis afin de réaliser ce plan qui porte une attention particulière à la prévention du tabagisme chez les jeunes.

HABITATION

- Crédit d'impôt «Premier toit»

Ce crédit rejoint les jeunes familles et il s'adresse aux personnes qui achètent pour la première fois depuis cinq ans une résidence neuve ou une propriété qui nécessite des travaux majeurs de rénovation.

LISTE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT CONCERNANT LES DOSSIERS JEUNESSE OU POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR EUX DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994	
<u>HABITATION (suite)</u> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un programme achat-rénovation 	L'objectif est de rénover 1 500 logements sociaux et coopératifs par année.
<u>ORGANISMES COMMUNAUTAIRES</u> <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'une accréditation et d'un financement triennal des organismes communautaires autonomes Création prochaine d'un «Secrétariat à l'action communautaire» 	Le ministère de la Santé et des Services sociaux est responsable de l'application de cette mesure.
<u>COMMUNICATIONS</u> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de plus de 1 M\$ des subventions aux médias communautaires Une politique qui vise à assurer que 4 % des dépenses de publicité gouvernementale soient destinées aux médias communautaires a été adoptée. C'est plus de 1,4 M\$ qui pourrait ainsi être injecté au profit de ces médias. Création de l'Institut national de l'image et du son (INIS) 	<p>L'aide aux radios communautaires est majorée et la mesure rétablit celle destinée aux télévisions et aux journaux communautaires.</p> <p><u>Ces médias offrent souvent la possibilité à des jeunes d'acquérir de l'expérience de travail.</u></p> <p>École de formation professionnelle pour la relève dans les secteurs du cinéma et de la télévision.</p>

**Ministère du Conseil exécutif
Étude des crédits 1995-1996
Demande de renseignements particuliers**

Secrétariat à la jeunesse et
Conseil permanent de la jeunesse

Section 3

QUESTIONS:

11. Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.
12. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

RÉPONSE:

Les plans stratégiques qui ont été préparés par le Ministère afin d'expliquer leurs choix budgétaires et donner de l'information sur le contenu et l'évolution de leurs programmes se retrouvent au chapitre 7 du Livre des crédits 1995-1996, renseignements supplémentaires.